



Transdev IDF

Mercredi 1^{er} février 2024

Solidarité avec la colère des agriculteurs : c'est le capitalisme qui nous affame tous !

Malgré les quelques annonces d'Attal, des blocages sont prévus cette semaine, chapeautés par des syndicats agricoles qui appellent à la fois « au calme » et à la « détermination ». La FNSEA, les Jeunes agriculteurs et la Coordination rurale, qui ont l'habitude de bien calibrer les actions spectaculaires de leurs troupes ont visiblement peur d'être débordés.

Le gouvernement est fébrile également. Si Attal promet un paquet d'annonces supplémentaires (la carotte), Darmanin, déjà, change de ton (le bâton). Du « On ne répond pas à la souffrance en envoyant les CRS » (merci pour tous ceux que les CRS ont cognés et qui ne souffrent sans doute pas assez aux yeux du ministre !), il passe à la promesse d'un « dispositif défensif important » contre tout blocage de Paris et masse des blindés devant Rungis !

Dans le monde du travail, c'est surtout la solidarité avec cette colère qui s'exprime : d'un côté de la chaîne, les plus petits agriculteurs disent ne pas vivre de leur travail et de l'autre, notre salaire ne nous permet pas d'acheter correctement à manger !

Les ennemis des agriculteurs sont à la tête du mouvement et ne ciblent que des épouvantails !

Entre les deux, des grands capitalistes dont les profits dépendent du faible prix auquel ils achètent les matières premières, de l'exploitation des travailleurs des usines agroalimentaires et des supermarchés et, au bout du bout, des surpris au détail qu'ils nous infligent.

Certains producteurs laitiers ont ciblé Lactalis, numéro un mondial des produits laitiers (marques Lactel ou Président...) et presque 400 millions d'euros de bénéfice en 2022. Avec Lactalis, il y a toutes les coopératives (Paysan Breton, Francine, Florette et autres Yoplait) possédées sur le papier par les agriculteurs mais qui leur imposent en réalité la loi du marché. Et, à la tête de ces coopératives, on retrouve les plus gros rats des champs, souvent des cadres de la FNSEA dont le chef, Arnaud Rousseau, dirige le groupe Avril (Lesieur, Puget), plus de 200 millions d'euros de bénéfice en 2022.

Pas étonnant qu'au sommet de ce « monde agricole » on préfère crier haro sur les fruits espagnols, les poulets polonais et le blé ukrainien ! Et tout l'échiquier politique, de la gauche à l'extrême droite de reprendre en chœur... mais sans jamais dire que l'agriculture française est une des premières du monde et inonde de lait et de céréales les marchés des pays les plus pauvres, notamment ceux de l'ancien empire colonial !

La ville et à la campagne, le problème c'est le capitalisme

Les agriculteurs expérimentent la violence d'une société capitaliste qui leur promet l'indépendance à la ferme mais les asservit à sa loi du fric. Ils mettent le gouvernement dans l'embarras. Et si c'était l'occasion de toutes et tous rentrer dans la danse, avec nos revendications et nos moyens de lutte ? D'ailleurs, ça tombe bien, des journées de grève nationales sont prévues, le 30 janvier à EDF pour des augmentations de salaire, le 1er février dans l'Éducation nationale contre les attaques concoctées par Attal lors de son passage éclair à ce ministère et pour plus de moyens, à partir du 6 février dans les technicentres SNCF et les ateliers de maintenance RATP...

Dans de nombreuses entreprises, les négociations annuelles sont chamboulées par des grèves. Des luttes déterminées sont la seule voie à suivre pour imposer les augmentations de salaire qu'il nous faut, pour enfin vivre et ne plus survivre comme on le lit sur les banderoles des piquets de grève.

Les agriculteurs montrent non seulement que bloquer le pays est possible, mais que c'est la seule façon de faire reculer le gouvernement. Ils ont leurs tracteurs pour cela, mais, pour les salariés, il nous suffirait de cesser le travail pour que le pays soit complètement à l'arrêt.

Mais pour porter le rapport de force à un niveau qui les ferait vaciller, il ne faudra pas s'en tenir au « chacun dans mettre toutes et tous, dans un grand mouvement d'ensemble !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

Des quizz, des challenges et des récompenses pour les JO !

Dans les dépôts Transdev en Ile-de-France, comme par exemple celui de Vaux-le-Pénit, des affiches publicitaires en partenariat avec des marques associées au sport et « Paris 2024 » sont disposées un peu partout pour nous attirer dans l'univers des JO, en proposant même des places à gagner pour assister aux différentes compétitions. Beaucoup de postes sont à pourvoir comme : des agents, des formateurs, des régulateurs mais aussi 800 chauffeurs de bus... La propagande bat son plein dans les dépôts. Et la direction ne sait plus quoi inventer pour les JO.

Rambouillet en quête de chauffeurs

La direction de la DSP 30 (Sud Yvelines) tente d'attirer des conducteurs d'autres dépôts pour un détachement de quelques semaines, histoire d'assurer des services pour l'instant non couverts. La direction n'est pas très généreuse dans les « avantages » qu'elle propose... La prime de détachement par exemple est à 50 euros par semaine pour les deux premières semaines et 100 euros à partir de la troisième semaine. Les conducteurs ne se pressent pas au portillon. Transdev a de l'argent, que cela concerne les salariés en détachement ou pas, ce qu'il faudrait, c'est une hausse des salaires pour tous et toutes.

Au casse-pipe !

Pour ceux d'entre nous qui sont partis à la rescousse sur la DSP 30 Sud-Yvelines, c'est la débâcle ! Temps intenable, itinéraires mal indiqués, pauses non respectées, détours et cul-de-sac... On court après la montre pour tenir des services qui ne correspondent en rien à la réalité ! C'est nous qui faisons le boulot, y compris pour constater que gérer un réseau avec pour seul critère, la rentabilité, cela ne fonctionne pas.

Des cars différents, des difficultés en plus !

Sur le dépôt de bus des Gâtines, l'attribution des cars ne facilite pas le travail des conducteurs de bus. Ils changent de véhicules fréquemment. Ce problème concerne surtout les collègues du soir qui sont obligés de s'adapter à des cars de marques différentes et qui n'ont pas tous les mêmes fonctionnalités. Un casse-tête pour qui peut conduire à des retards et des annulations. Il est temps qu'ils apprennent leur boulot !

Mise en demeure...

Ce weekend, IDFM a déclaré mettre en demeure Transdev car l'offre n'est pas réalisée comme prévu en vallée de Chevreuse. La menace : une mise en régie provisoire. S'il fallait faire casquer un exploitant à chaque fois qu'il n'assurait pas correctement le service,

c'est toute la région qui serait concernée ! Ils se sont mis dans le pétrin tous seuls, à eux de trouver des solutions !

Formation sans pognon

Apprendre des nouvelles lignes avec un GPS, plutôt qu'avec un formateur en chair et en os, est devenu récurrent dans bien des dépôts. Pourtant, pour se lancer sur une nouvelle ligne, rien ne remplace les conseils de conducteurs expérimentés. Vu le gabarit d'un bus, mieux vaut connaître à l'avance les spécificités de chaque trajet, ce qu'un GPS est incapable d'expliquer. Et puis, il arrive assez fréquemment que le logiciel plante !

Quand il s'agit d'économiser de l'argent, les directions des entreprises de transport rivalisent d'inventivité en faisant les pires choix pour nos conditions de travail et pour les usagers !

Gérald Darmanin : la main tendue aux syndicats agricoles, le poing aux travailleurs et aux jeunes

Interviewé sur le plateau de TF1 le ministre de l'Intérieur a déclaré : « Est-ce que les agriculteurs ont le droit de revendiquer ? Est-ce qu'ils souffrent ? Oui et ils ont le droit de revendiquer. Est-ce qu'on doit les laisser faire sans envoyer les CRS ? Oui. Je les laisse faire. » Mais lorsque que ce sont les étudiants, les Gilets jaunes, les écologistes ou les jeunes des quartiers populaires qui manifestent on leur dénie ce droit, on leur envoie les CRS, on les matraque, on les emprisonne, on les blesse, voire on les tue. Un « deux poids, deux mesures » que le régime assume sans complexe.

Gaza et la Cour de justice internationale : beaucoup de bruit pour pas grand-chose

La Cour de justice internationale, la plus haute juridiction de l'ONU, a ordonné à Israël de « prévenir et punir » l'incitation au « génocide », suite à la saisie de la juridiction par l'Afrique du Sud. Mais alors que ce pays exigeait l'arrêt immédiat de la campagne de l'armée israélienne dans la bande de Gaza, où plus de 26 000 personnes ont déjà été tuées depuis le début du conflit, la Cour n'a rien dit à ce sujet. Mais, quelles que soient les résolutions de l'ONU, Israël continue son carnage affirmant, contre toute évidence, que son armée fait tout pour épargner les victimes civiles. De son côté Josep Borrell, le chef de la diplomatie européenne, et la Commission européenne ont indiqué dans un communiqué commun, qu'ils attendaient d'Israël « la mise en œuvre complète, immédiate et effective » des décisions de la Cour. Et que fera l'Union européenne si l'État sioniste ne s'exécute pas, comme c'est probable ? Rien, comme d'habitude !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :